

Les pouvoirs publics peuvent-ils être actionnaires d'une chaîne de TV?

Nicolas Capt

Lic. en droit, diplôme d'études approfondies en droit, criminalité et sécurité des nouvelles technologies,
 Nyon

Au bord du dépôt de bilan en 2004, Léman Bleu a su, grâce à une solide reprise en main, aiguïser les appétits des investisseurs. La chaîne locale était dotée jusqu'alors d'une structure de capital étrange - pour ne pas dire illégale - dans laquelle la Ville participait de manière directe à hauteur de 15.4% et exerçait en sus un contrôle indirect par l'intermédiaire de la société de gestion du télésexeur qu'elle détenait en majorité. Au final, la Ville possédait quelque 54% du capital-actions de la chaîne. Au moment de la bataille rangée opposant Edipresse au duo Hersant / Barbier-Müller pour la recapitalisation de la chaîne, s'est ajoutée à la confusion ambiante une interprétation pour le moins personnelle de la Constitution, laquelle garantit l'indépendance de la télévision; le conseiller administratif Christian Ferrazino a en effet affirmé que «la Ville pouvait rester actionnaire majoritaire à l'instar de ce qui se passe pour d'autres télévisions locales comme TVRL». De quoi donner des sueurs froides aux défenseurs d'un principe d'indépendance fort...

Estourbi par une avalanche de propositions de recapitalisation, l'OFCOM a adressé fin mai un courrier à la direction de la chaîne. Il y exprimait son inquiétude quant au futur de Léman bleu. Motif de cette inquiétude: les allégations véhiculées par la presse selon lesquelles la ville de Genève souhaiterait devenir actionnaire majoritaire de la station. La direction était invitée à «envisager avec circonspection les intentions manifestées à travers la presse». La lettre rappelait que l'article 93, al. 3 Cst. risquerait d'être violé en cas d'une participation majoritaire d'une collectivité publique au capital de Léman Bleu.

Cette mise en garde n'a guère impressionné M. Ferrazino, qui a recommandé aux

commissaires de la Ville de ne pas en tenir compte; la législation serait peu claire, la pratique démontrant que de nombreuses télévisions locales sont contrôlées par des communes. Cette politique de l'autruche peut étonner. La solution finalement adoptée lors de l'assemblée générale de la chaîne le 30 juin dernier aussi: la municipalité conserverait une courte majorité en terme de voix au sein de l'actionnariat de Léman Bleu! Le conditionnel reste de mise car rien n'assure que le Département fédéral de la communication l'entendra de cette oreille. Le dossier est instruit par l'OFCOM et la décision finale relative à la modification de la composition de l'actionnariat reviendra au Département de Moritz Leuenberger. Du côté de l'OFCOM, on laisse entendre que des mesures empêchant les pouvoirs publics d'avoir une influence sur la ligne éditoriale sont nécessaires pour faire respecter le principe de l'autonomie des programmes.

Sans l'enjeu fondamental en filigrane, ces péripéties n'auraient qu'un intérêt local. La possibilité d'une influence plus ou moins directe d'une collectivité publique sur les programmes d'une chaîne privée est un épineux problème. Dans l'affaire Léman Bleu, rien ne permet de suspecter qu'une influence puisse réellement avoir lieu. Mais on ne saurait écarter tout risque potentiel d'une telle influence. Cette question a d'ailleurs été soulevée par un commissaire qui s'interrogeait sur le pourquoi du désir de la Ville de garder une majorité du capital alors même qu'elle jurait ne vouloir exercer aucune influence. Il lui a été répondu que «de rester majoritaire permettrait de garantir la vocation citoyenne de la chaîne. Les activités culturelles, sportives et sociales ayant lieu à Genève doivent être mises en valeur». Des arguments

Zusammenfassung: Am 23. Mai 2005 sandte das Bundesamt für Kommunikation (BAKOM) der Léman Bleu Télévision AG ein Schreiben zu, worin es sich über die Zukunft des Fernsehsenders beunruhigt zeigte. Die lokalen Medien hatten über den Wunsch der Stadt Genf berichtet, über einige von ihr kontrollierten Gesellschaften Mehrheitsaktionärin des Senders zu werden. Die Direktion des Senders wurde zur Vorsicht eingeladen. Laut BAKOM verletzt eine Mehrheitsbeteiligung eines Gemeinwesens in einem Lokalsender Art. 93 Abs. 3 BV. Grundsätzlich stellt sich die Frage nach der Rolle des Staates im sensiblen Bereich der Finanzierung von privaten Radio- und Fernsehstationen.

En point de mire Im Brennpunkt

.....
Capt | Les pouvoirs publics peuvent-ils être actionnaires d'une chaîne de télévision?

Résumé: Le 23 mai dernier, l'Office fédéral de la communication (OFCOM) adressait une lettre de mise en garde à Léman Bleu Télévision SA. Il s'y inquiétait de l'avenir de la chaîne locale, les journaux s'étant fait l'écho du souhait de la ville de Genève de devenir actionnaire majoritaire de la station, par le biais de certaines sociétés qu'elle contrôle. La direction de la chaîne était invitée à «envisager avec circonspection les intentions manifestées à travers la presse». Selon l'OFCOM, «l'article 93, alinéa 3, de la Constitution fédérale risquerait d'être violé en cas d'une participation majoritaire d'une collectivité publique dans une télévision locale». Au-delà du cas particulier se pose la question fondamentale de savoir quel rôle peut endosser l'Etat dans le secteur sensible du financement des médias électroniques privés.

charmeurs certes, mais spécieux. Si la volonté d'assurer une vocation citoyenne à la chaîne est louable, le moyen envisagé se place en porte-à-faux avec l'exigence d'indépendance voulue par la Constitution et concrétisée à l'article 5 LRTV.

L'interdiction de la télévision d'Etat

La Constitution fédérale prévoit en effet à son article 93 que l'indépendance de la télévision ainsi que l'autonomie dans la conception des programmes sont garanties.

La garantie d'indépendance tend à éviter toute influence étatique en dehors du cadre fixé par les dispositions constitutionnelles et législatives. Le Tribunal fédéral considère ainsi que la «garantie de la liberté d'expression des citoyens interdit à la Confédération d'exercer elle-même les prérogatives résultant du monopole qu'elle détient». En ligne de mire: la radio-télévision d'Etat. Cette interdiction de la télévision d'Etat, fondamentale, est en apparence scrupuleusement respectée. Mais la doctrine est unanime pour admettre qu'elle est tout de même mise à mal par l'organisation et le statut de la SSR. On pense notamment au pouvoir de désignation d'une partie des membres des principaux organes de celle-ci que s'est arrogé le Conseil fédéral. Cette prérogative ne paraît en effet que difficilement compatible avec un système qui voudrait que la seule compétence de l'Etat en la matière soit une compétence législative.

La portée de la norme constitutionnelle précitée est large. Elle ne s'arrête donc pas à la négation du concept de radio-télévision d'Etat; elle interdit également tout contrôle ou influence des collectivités publiques sur la production rédactionnelle des médias électroniques. Mais le principe d'indépendance va plus loin encore. Il exclut également toute participation financière majoritaire de l'Etat au capital d'un diffuseur privé. En effet, on voit mal comment garantir - même par le biais de conventions d'actionnaires ou de chartes - qu'une collectivité publique soit actionnaire majoritaire d'une télévision privée

sans exercer ni contrôle ni influence s'agissant du contenu rédactionnel... Comme nous l'avons dit, le fait même de vouloir, en toute bonne foi, mettre en avant certaines valeurs culturelles apparaît déjà comme une influence induite au regard de l'autonomie dans la conception des programmes. Le message concernant l'article constitutionnel sur la radio et la télévision (art. 55^{bis} ancienne Cst) expliquait à ce propos qu'une mainmise de l'Etat sur la télévision était exclue, que les services de diffusion soient organisés selon le droit public ou le droit privé. Or, il est indéniable que la détention de la majorité du capital actions d'une société anonyme équivaut à une telle mainmise. Tout contrôle majoritaire d'un diffuseur privé par une collectivité publique semble donc contrevenir à la Constitution.

Participations minoritaires: sujettes à caution

A première vue, la question de la participation minoritaire - simple minorité ou minorité de blocage - appelle une réponse plus nuancée, l'influence potentielle de l'Etat étant forcément moindre. Il reste que de façon générale, toute participation d'une collectivité publique au capital d'un diffuseur privé sur un mode autre que celui de la subvention avec mandat de prestations ne satisfait que peu à la transparence que l'on est en droit d'exiger dans un domaine aussi sensible. Et même cette dernière solution n'est pas à l'abri de tout soupçon, dont celui d'un contrôle accru de la part de l'Etat. Il serait ainsi raisonnable de n'assigner à ce dernier qu'un rôle négatif de garant des libertés constitutionnelles. Ladite tâche se révèle déjà compliquée puisqu'elle implique la gestion de deux éléments partiellement contradictoires. En premier lieu, l'Etat est tenu à l'abstention, ce en vue de permettre aux diffuseurs de remplir les tâches qui leur sont assignées. Dans le même temps, il doit intervenir pour garantir l'indépendance de ces mêmes diffuseurs. Le statut de l'Etat, aux contours déjà vaporeux, n'a rien à gagner d'un nouveau mélange des genres... ■

Schlichten statt Streiten

Oliver Sidler

Dr. iur., Rechtsanwalt, Lehrbeauftragter für Schweizerisches Medienrecht an der Universität Luzern und für Rundfunk- und Telekommunikationsrecht an der Universität Freiburg, Zug

Nach dem Einkauf von Waren oder der Bestellung von Dienstleistungen über Internet kommt es immer häufiger zu Beschwerden und Streit. Entweder hat die Ware nicht die zugesagten Eigenschaften, sie wird gar nicht geliefert oder wenn doch, dann defekt. Stellt der Anbieter sich quer, ist es für den Käufer nicht leicht, zu seinem Recht zu kommen: Gerade im grenzüberschreitenden Warenverkehr werden Sprachbarrieren und Distanzen zum Problem, Gerichtsverfahren kosten viel Geld. Angesichts dieser Hürden verzichten Betroffene - Schaden hin, Schaden her - allzu oft darauf ihren Anspruch durchzusetzen, besonders dann, wenn der Streitwert gering ist.

An der Tagung «eCommerce und Schlichtung» der Europäischen Verbraucherzentren (EVZ) Deutschland und Frankreich vom 13. Juni dieses Jahres wurde angegeben, dass die Zahl der bei einem der über 20 Europäischen Verbraucherzentren eingegangenen Reklamationen seit mehreren Jahren stetig ansteigt. Im vergangenen Jahr wurden 2'544 Informationsanfragen, Reklamationen und Rechtsstreitigkeiten im Zusammenhang mit dem Kauf einer Ware im Internet gezählt. Während im Jahr 2003 590 Beschwerden und Streitfälle bekannt wurden, waren es im Jahr 2004 gleich 831. Die meisten Beschwerden und Streitfälle stammen von Verbrauchern aus den nördlichen Ländern Europas: 225 aus Schweden plus 171 aus Finnland - also 396 von insgesamt 831 Beschwerden und Streitfällen.

Online-Schlichtung als Alternative?

Online-Schlichtung kann hier als Alternative zu Gerichtsverfahren angesehen werden, um Nerven, Zeit und Ressourcen zu sparen. Die betroffenen Konsumentinnen und Konsumenten können sich per E-Mail und Internet mit dem betreffenden Online-Schlichter austauschen und verständi-

gen. Dies unabhängig davon, wo derjenige, dessen Leistung beanstandet wird, seinen Sitz hat. Zudem muss keiner der Beteiligten überhaupt zu einer Schlichtungsverhandlung gehen, noch muss er sich dort physisch vertreten lassen.

An den deutschen Internetombudsmann sind während der ersten anderthalb Jahre seines Bestehens etwa 1'070 Beschwerden herangetragen worden, woraus sich rund 820 Schlichtungsverfahren ergeben haben. Über 700 Fälle wurden laut Dieter Kublitz bereits abgeschlossen, 92 Fälle sind derzeit offen. Der deutsche Internetombudsmann sieht seine Aufgabe vor allem darin, Konsumenten wie Unternehmer über den rechtlichen Rahmen für grenzüberschreitende Rechtsstreitigkeiten zu informieren und Streitigkeiten zu schlichten. Auch Österreich kennt einen Internetombudsmann. "Ombudsmann.at" ist als neutrale und unabhängige Schlichtungsstelle für Streitigkeiten und Fragen zum Thema E-Commerce und Internet eingerichtet. Jürgen Gangoly vom Internetombudsmann Österreich berichtete an der erwähnten Tagung, dass man vom Dezember 1999 bis Ende 2004 12'000 Informationsanfragen beantwortet und in insgesamt 3'250 Beschwerdefällen weiterhelfen konnte. Der Streitwert dieser Fälle in diesem Zeitraum habe insgesamt 2,45 Millionen Euro betragen. Im vergangenen Jahr (2004) seien es 912 gewesen. 73% der Fälle hätten vom Internet-Ombudsmann gelöst werden können, in 12% der Fälle sei eine Klageerhebung unumgänglich gewesen.

Schweizer Schlichtungsstelle für Telekommunikation

Vergleichbare Schlichtungsstellen wie in unseren deutschsprachigen Nachbarländern gibt es in der Schweiz nicht. Immerhin vermittelt seit Mai dieses Jahres die Ombudsfrau der Schweizer Telekommuni-

Résumé: *L'arbitrage, dans le domaine du commerce électronique, est une solution de rechange qui permet d'éviter une procédure judiciaire et d'économiser ainsi ses nerfs, son temps et son argent. Huit cent vingt procédures d'arbitrage ont été menées en Allemagne durant les dix-huit derniers mois. Et en Autriche, l'ombudsman pour Internet a traité plus de 3000 cas depuis 1999. Rien de semblable en Suisse pour le moment. Depuis mai 2005, il existe dans le secteur des télécommunications une médiatrice chargée de se pencher sur les différends que les fournisseurs de télécommunications et leurs clients ne parviennent pas à résoudre ensemble. Environ 150 cas ont été réglés de la sorte jusqu'à ce jour. Cette médiatrice a pour assise une organisation composée de grands fournisseurs et d'associations de consommateurs, ce qui en assure l'indépendance.*

En point de mire Im Brennpunkt

.....
Sidler | Schlichten statt Streiten

Zusammenfassung:
Online-Schlichtung im Bereich des elektronischen Handels kann als Alternative zu Gerichtsverfahren angesehen werden, um Nerven, Zeit und Ressourcen zu sparen. In Deutschland wurden in den letzten 18 Monaten 820 Schlichtungsverfahren durchgeführt. Und in Österreich behandelte der Internetombudsman seit 1999 über 3000 Beschwerdefälle. Die Schlichtungsstelle der Telekommunikationsbranche vermittelt seit Mai dieses Jahres zwischen Konsumenten und schweizerischen Fernmeldediensteanbieterinnen bei Kundenbeschwerden, welche diese miteinander nicht zufrieden stellend lösen können. Bisher wurden rund 150 Fälle behandelt. Die Trägerschaft, bestehend aus einigen grossen Anbietern und Konsumentenschutzverbänden, soll die Unabhängigkeit der Schlichtungsstelle garantieren.

kationsbranche zwischen Konsumenten und schweizerischen Fernmeldediensteanbieterinnen bei Kundenbeschwerden, welche diese miteinander nicht zufrieden stellend lösen können. Unter der Bezeichnung «ombudscom» wurden von einem sechsköpfigen Team bis heute über 150 Beschwerden behandelt.

Die Schlichtungsstelle nimmt schriftliche Beschwerden über Telefonrechnungen, Datenschutzverletzungen, Mehrwertdienste, unerwünschte Werbeanrufe, -mails oder -SMS, unerwünschte Bildmitteilungen (MMS) mit strafrechtlich relevantem Inhalt, Sperrung von Telefonanschlüssen, Kundendienst der Fernmeldediensteanbieterinnen, usw. entgegen. Voraussetzung ist, dass noch keine rechtlichen Schritte unternommen wurden und vor Einreichung eines Schlichtungsbegehrens erfolglos versucht wurde, eine Lösung des Problems mit der betroffenen Fernmeldediensteanbieterin zu erzielen. Weiter ist die Schlichtungsstelle nicht zuständig für Fälle, bei denen es um die Erteilung oder Verweigerung von öffentlich-rechtlichen Bewilligungen, den Bau und Betrieb von Antennenanlagen oder um innerbetriebliche oder arbeitsrechtliche Fragen eines Anbieters geht.

Nach Eingang eines vollständig ausgefüllten Formulars prüft ombudscom das Begehren und stellt dieses den betroffenen Fernmeldediensteanbieterinnen zur Beantwortung innert einer bestimmten Frist zu. Nach Eingang dieser Stellungnahme kann ombudscom einen weiteren Schriftenwechsel durchführen oder aber den Konsumenten und den betroffenen Fernmeldediensteanbieterinnen einen Vorschlag zur Einigung unterbreiten. Wenn der Konsument und die Fernmeldediensteanbieterin mit dem Vorschlag einverstanden sind und beide die Vergleichslösung unterzeichnen, so ist die Schlichtung erfolgreich beendet. Normalerweise läuft das gesamte Schlichtungsverfahren somit schriftlich ab. Nur in Ausnahmefällen können die Parteien auch zu einer mündlichen Verhandlung eingeladen.

In dem abgeschlossenen aussergerichtlichen Vergleich wird schriftlich festgehalten, dass die zivilrechtliche Streitigkeit beendet ist und auf welche Modalitäten zur Streitbeendigung man sich geeinigt hat.

Die Einigung kann beispielsweise in der Zahlung einer bestimmten Geldsumme, der Übergabe von Gesprächsgutscheinen, dem Nichtbezahlen einer Monatsrechnung oder ähnlichem bestehen. Die Ombudsfrau kann auch Empfehlungen zur Änderung von Verfahrensabläufen oder der Geschäftspolitik abgeben.

Die Trägerschaft der Schlichtungsstelle besteht aus den vier Telekommunikationsanbieterinnen cablecom, Orange, sunrise und Swisscom. Zusammen mit den Konsumentenorganisationen KF (Konsumentenforum) und FRC (Fédération Romande des Consommateurs) haben sie sich im Sommer 2004 zu einem Verein zusammengeschlossen. Gemäss den Statuten soll der Verein die absolute Unabhängigkeit und Neutralität der Schlichtungsstelle garantieren. Mitglieder des Vereins können Fernmeldediensteanbieterinnen sein, welche beim Bundesamt für Kommunikation (BAKOM) gemeldet sind. Ob sich weitere Telekommunikationsanbieter dem Verein anschliessen werden, ist zurzeit eher fraglich. Eine Pflicht zum Einlassen in eine Schlichtungsverhandlung besteht nicht. Das könnte sich aber mit Inkrafttreten des revidierten Fernmeldegesetzes ändern. Das neue Gesetz sieht die Einrichtung einer Schlichtungsstelle explizit vor.

Schlichtung ist kein Allerweltsmittel

Es liegt auf der Hand, dass Schlichtung nicht für alle Probleme im E-Commerce oder im Bereich der Telekommunikation eine Lösung darstellen kann. In Betrugsfällen beispielsweise müssen neben den Ombudsstellen staatliche Einrichtungen, Polizei und Justiz den geprellten Konsumenten zur Seite stehen. Die Internationalität der Sachverhalte erfordert zudem eine verstärkte internationale Zusammenarbeit, um unlautere und rechtswidrige Praktiken zu unterbinden bzw. zu verhindern. Darin waren sich alle Teilnehmer an der Tagung im Kehl einig. Vielleicht können aber die Schlichtungsstellen das Vertrauen der Konsumenten in den Internethandel und neue Technologien und Dienste fördern und zu einem fruchtbaren Dialog zwischen den Anbietern und Nachfragern beitragen. ■

Der Verfasser ist als wissenschaftlicher Berater für ombudscom tätig.

En point de mire Im Brennpunkt

D'AUTRE PART UND AUSSERDEM

Neue Konzessionen für den drahtlosen Breitbandanschluss

Die Eidgenössische Kommunikationskommission (ComCom) will noch in diesem Jahr Konzessionen für den drahtlosen Breitbandanschluss (BWA) ausschreiben und hat dazu erste Vorentscheide getroffen. Ausgeschrieben werden drei landesweite BWA-Konzessionen, welche im Rahmen einer Auktion vergeben werden. Die Eröffnung der Ausschreibung soll gegen Ende des Jahres erfolgen.

Basierend auf den Resultaten der durch das Bundesamt für Kommunikation (BAKOM) durchgeführten öffentlichen Konsultation und den zur Zeit verfügbaren Frequenzen hat die ComCom entschieden, im Frequenzbereich von 3.41 - 3.6 GHz insgesamt drei neue Konzessionen für BWA zu vergeben. Damit will die ComCom insbesondere den Wettbewerb im Bereich der Breitbandanschlüsse beleben.

Die Konzessionen sollen gegen Ende dieses Jahres ausgeschrieben werden. Um eine möglichst objektive und transparente Vergabe der Konzessionen sicherzustellen, werden die neuen Konzessionen im Rahmen einer Auktion in der ersten Hälfte des Jahres 2006 vergeben. Die ComCom hat das BAKOM beauftragt, die Ausschreibung und das Auktionsdesign vorzubereiten.

Im Vorfeld der durch die ComCom nun gefällten Grundsatzentscheide hat das BAKOM eine öffentliche Konsultation durchgeführt. Mit insgesamt 46 fristgerecht eingegangenen Antworten war das Echo gross. 24 Antwortende zeigten sich direkt an einer BWA-Konzession interessiert. Dies lässt auch darauf schliessen, dass mehr Interesse an Frequenzen besteht als solche zur Verfügung stehen. ■

Keine direkte Presseförderung

In der Frühlingsession hat der Nationalrat seinen Presseförderungsartikel gegen die Stimmen der Linken mit 77 zu 51 fallen gelassen. Nun soll die indirekte Förderung verbessert werden. Der Nationalrat kam damit auf seinen Entscheid vom Herbst 2003 zurück, wo er sich für den von seiner Staatspolitischen Kommission (SPK) ausgearbeiteten Medienartikel in der Bundesverfassung ausgesprochen hatte.

Dieser hätte es dem Bund ermöglicht, direkt Presserzeugnisse zu subventionieren. Die SPK hatte in ihrem Bericht ein regelmässiges Erscheinen und einen bestimmten redak-

tionellen Mindestanteil als mögliche Kriterien für die Subvention vorgeschlagen. Zudem beabsichtigte sie, Gratiszeitungen und grosse Blätter auszuschliessen. Der Nationalrat ist aber nun der Ansicht, dass der Bund nicht den Markt ausschalten dürfe und entspricht damit dem Beschluss des Ständerates. ■

Differenzbereinigung im RTVG abgeschlossen

Nach drei Sitzungen zu den Differenzen im Radio- und Fernsehgesetz schloss die Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen (KVF) des Nationalrates diese Beratungen ab. Die Kommission folgte in verschiedenen wichtigen Punkten nicht den Entscheiden des Ständerates vom März 2005 und beantragt dem Nationalrat für die Herbstsession stattdessen:

- Ausdehnung des Werbeverbots für alkoholische Getränke auch auf sprachregionale und nationalen Fernsehprogramme, inkl. Werbefenster in ausländischen Programmen (Art. 10; der Nationalrat hatte ein solches Werbeverbot im März 2004 in Art. 16 nur für die ausländischen Fenster und die SRG beschlossen);
- Keine Unterstützung für die Förderung neuer Technologien (Art. 24 und 67a);
- Regionale Programmfenster sind der SRG auch in Fernsehprogrammen erlaubt (Art. 29);
- Anteil der privaten Programmveranstalter am Ertrag der Empfangsgebühren («Gebührensplitting») soll je 4 Prozent für Radio und für Fernsehen betragen (Art. 50; der Nationalrat hatte sich bei der ersten Beratung für je höchstens 4 Prozent ausgesprochen);
- Zur Verhinderung von Medienkonzentration beharrt die Kommission auf einer Beschränkung auf 2 Fernseh- und 2 Radiokonzessionen pro Veranstalter bzw. Unternehmen (Art. 54);
- Finanzielle Unterstützung des Bundes bei der drahtlos-terrestrischen Verbreitung in Berggebieten nur für Radios, nicht aber für Fernsehprogramme (Art. 67);
- Stiftung für Nutzungsforschung, keine Forschungsinstitution der Branche (Art. 85a-d);
- Unabhängige Aufsichtsbehörde, zuständig für Programmbeschwerden (bisher UBI) und auch für Aufsicht über Werbung und Sponsoring (bisher beim BAKOM; Art. 86 ff).

Bei folgenden Hauptpunkten schloss sich die KVF dem Ständerat an:

- Verbot der politischen Werbung (ausser für Privatradios) sowie Verbot religiöser Werbung (Art. 10);
- Kein generelles Verbot von Werbung, die sich an Minderjährige richtet (Art. 15). ■